



# services PUBLICS

## Le mouvement monte en puissance !

**VAUD** . Le 31 janvier, la fonction publique a réalisé sa **plus grande mobilisation depuis quinze ans**. Face à un Conseil d'Etat qui fait la sourde oreille, les syndicats appellent à une nouvelle journée de grèves le 9 février. **EN PAGES 2 ET 3**

### 14 juin is back

**4** **AU FÉMININ** – Quatre ans après une grève des femmes historique, le chemin vers l'égalité reste semé d'embûches. Le SSP appelle ses membres à se mobiliser le 14 juin prochain pour améliorer les droits des travailleuses.

### Le sécateur de HKS

**5** **SUISSE** – La conseillère fédérale (PLR) Karin Keller-Sutter veut couper dans les dépenses de la Confédération. Tout en défendant un généreux cadeau fiscal pour les armateurs et les sociétés de négoce.

### Des renvois à bloquer

**6** **EN LUTTE** – Des dizaines de réfugiées et réfugiés se mobilisent contre la décision du SEM de les renvoyer vers la Croatie, un pays où ils ont subi violences et tortures. Ils manifesteront le 4 février à Berne.

### Berlin montre la voie

**10** **SANTÉ** – En 2021, les salarié-e-s des hôpitaux berlinois ont mené une grève historique, et victorieuse. Les explications de Silvia Habekost, infirmière en anesthésie et membre du syndicat Verdi à Berlin.





L'image d'Eric Roset

## Le 31 janvier en France, un raz-de-marée contre la réforme des retraites

Les mobilisations syndicales contre l'élévation de l'âge de la retraite ont réuni le plus grand nombre de manifestant-e-s depuis trente ans – 2,5 millions selon la CGT. La grève a été très suivie notamment dans les transports, les écoles, les raffineries et chez EDF. Les syndicats appellent à deux nouveaux rendez-vous de lutte, les 7 et 11 février.

## Éditorial

# Bataille exemplaire pour le service public

« La fonction publique descend en masse dans la rue. Il faut remonter au 31 janvier 2008, soit pile quinze ans en arrière, pour retrouver une manifestation d'une telle ampleur »<sup>1</sup>. Plus de 2000 grévistes, de nouveaux secteurs mobilisés, près de trois fois plus de manifestant-e-s, brandissant une multitude de pancartes réalisées sur les lieux de travail. Mardi 31 janvier, la mobilisation de la fonction publique vaudoise est montée en puissance – alors que celle du 23 janvier avait déjà impressionné. «Après des années compliquées, nous avons la sensation que notre employeur nous crache au visage», témoignait une gréviste. La colère des salarié-e-s est grande. À la hauteur de la claquette que leur a infligée le Conseil d'Etat. Dans les secteurs public et parapublic, le Covid a en effet accru encore un stress et une souffrance au travail déjà élevés,

causés par les politiques d'austérité et les logiques de privatisation. Or loin de reconnaître ces efforts, le nouvel exécutif vaudois, désormais à majorité de droite, impose de fait une baisse de salaire réel à ses employé-e-s. Pourtant, l'Etat est assis sur une fortune de 5,3 milliards de francs. Et il a multiplié, au cours des dernières années, les cadeaux fiscaux aux grandes entreprises et aux nanti-e-s. La colère est renforcée par l'attitude méprisante de l'exécutif, incarnée par sa présidente libérale-radical, Christelle Luisier. Balayant les revendications exprimées par des milliers de salarié-e-s, le Conseil d'Etat refuse toute discussion sur les salaires et veut discréditer les syndicats en diffusant des chiffres trompeurs. Avec la complicité du parti libéral-radical,

il tente même d'intimider le fer de lance du mouvement: les enseignant-e-s (*lire en page 3*). Appuyé par un parlement dominé lui aussi par la droite, le Conseil d'Etat délivre ainsi un double message à ses employé-e-s. D'une part, les attaques contre le service public et parapublic vont s'accroître sous sa législature – en même temps que s'accroîtront les cadeaux fiscaux pour les riches. De l'autre, le gouvernement n'entend plus négocier, même à la marge, ses options fondamentales avec les représentant-e-s des salarié-e-s. Il privilégie le passage en force. Cette attitude est le reflet d'une tendance plus générale: celle d'une droite et d'un patronat qui durcissent leurs offensives contre le monde du travail. Comme le sou-

ligne Jean-Christophe Schwaab, en 2023 «la droite libérale a plusieurs projets pour augmenter la flexibilité et la précarité»<sup>2</sup>. Ses attaques porteront à la fois sur le temps de travail, le travail de nuit, le système de retraites, les salaires et le service public. Dans le canton de Vaud, cette offensive antisociale se heurte aujourd'hui à la mobilisation et la grève massives – rendues possibles par une construction syndicale de longue haleine sur le terrain – de la fonction publique. Nos collègues vaudois-e-s nous montrent ainsi le chemin à suivre pour résister à la précarisation du travail et à la destruction du service public. Leur prochaine mobilisation, le 9 février, devra faire l'objet de toute notre solidarité. ■

GUY ZURKINDEN  
RÉDACTEUR

PROCHAIN ROUND  
LE 9 FÉVRIER

<sup>1</sup> 24 heures, 1<sup>er</sup> février 2023.

<sup>2</sup> 24 heures, 30 janvier 2023.



**VAUD .** Le 31 janvier, la mobilisation de la fonction publique s'est renforcée et a gagné de nouveaux secteurs. Face à un Conseil d'Etat autiste, les syndicats appellent à une nouvelle journée de grève le 9 février.

# « Ça bouge de partout »

**SERVICES PUBLICS**  
**VALDEMAR VERISSIMO . PHOTO**

**P**lus de 2000 grévistes, des actions organisées sur une foule de lieux de travail, 10 000 manifestant-e-s dans les rues de Lausanne. Mardi 31 janvier, la mobilisation de la fonction publique a encore dépassé celle de la semaine précédente (23 janvier) – 1600 grévistes, 3000 à 4000 manifestant-e-s. À l'appel des syndicats SSP et Sud ainsi que de la Fédération des sociétés de fonctionnaires (FSF), grévistes et manifestant-e-s ont revendiqué encore une fois l'indexation intégrale des salaires pour la fonction publique et parapublique. Alors que le taux d'inflation calculé par l'OFS s'élève à 2,8% en moyenne en 2022 et que les primes d'assurance maladie grimperont cette année de 6,6%, l'indexation de 1,4% décrétée par le Conseil d'Etat vaudois ne passe toujours pas. Le mouvement a encore pris de l'ampleur dans l'éducation, avec quarante écoles touchées et un élargissement au primaire. Et il s'est étendu à de nouveaux secteurs.

**LE MOUVEMENT S'ÉTEND.** «Je fais partie des travailleurs de l'ombre du CHUV. Et je peux vous dire qu'il y a de plus en plus de souffrance au travail. Chez nous, il est difficile de se mobiliser, car la pression de la hiérarchie est énorme. Pourtant, nous étions 250 à manifester devant l'hôpital aujourd'hui. Et nous serons très nombreux à la manifestation ce soir». La prise de parole est acclamée par une salle comble. Ce 31 janvier, l'assemblée des grévistes, réunie dans l'établissement primaire et secondaire de Béthusy à Lausanne, a fait le plein. «Le parapublic vous a rejoints aujourd'hui» avait lancé, peu avant, une gréviste du Centre d'accueil Malley-Prairie. À l'université, le personnel a tenu sa première assemblée sur

l'indexation. Le jour précédent, les commissions du personnel des sept hôpitaux régionaux du canton avaient adopté une résolution, envoyée au Conseil d'Etat, appelant à la mobilisation. Les signaux sont clairs: le mouvement s'étend. «Ça bouge de partout» confirme David Gygax, syndicaliste au SSP.

**«SI ON ACCEPTE CETTE GIFLE...»** Parmi le personnel mobilisé, le mécontentement gronde. Une enseignante, venue témoigner de sa solidarité avec les salarié-e-s du CHUV, résume ce sentiment de ras-le-bol: «Après des années compliquées, nous avons la sensation qu'on nous crache au visage en nous imposant une perte de salaire réel. Le service public, c'est le pilier de notre société. Mais quand on parle de reconnaissance concrète, il n'y a plus personne. Si on accepte cette giflette aujourd'hui, ce sera de pire en pire». Un collègue du primaire abonde dans son sens: «Si on ne l'arrête pas, ce gouvernement se sentira pousser des ailes». La question de la dégradation des conditions de travail accompagne souvent celle du manque de reconnaissance salariale. «Chez nous, personne ne fait grève car le sous-effectif est trop grand. Sur dix-neuf postes, nous ne sommes plus que douze actuellement. En raison du manque de reconnaissance, tout le monde part, surtout les plus expérimentés», indique une manifestante travaillant dans les soins à domicile. «On en arrive à un tel point que la hiérarchie demande à des femmes de ménage de changer les poches de colostomie de certain-e-s patient-e-s. Est-ce que les politiques attendent qu'il y ait un mort pour réagir?»

**LE CONSEIL D'ETAT JOUE LES DURS.** La veille de la mobilisation, le Conseil d'Etat avait répondu par écrit aux demandes des syndicats. Dans sa missive, il refusait de revoir sa copie en matière d'indexation.

En revanche, il annonçait vouloir «réexaminer la situation en cours d'année sur la base des indicateurs usuels». L'exécutif soulignait aussi sa volonté d'ouvrir des négociations – en proposant une rencontre le 23 février – sur «plusieurs autres dossiers d'importance pour les collaborateurs de l'Etat de Vaud, notamment la lutte contre le harcèlement, l'égalité salariale, le travail de nuit, la protection des lanceurs d'alerte, ainsi que la prévention des risques psychosociaux». En bref: sur tout, sauf l'indexation. Dans les colonnes du quotidien *Le Temps*, la présidente du Conseil d'Etat, la PLR Christelle Luisier, jouait la carte de la fermeté en affirmant que le gouvernement ne ferait pas un pas de plus sur la question des salaires<sup>1</sup>. Au Grand Conseil, la présidente de son parti, la députée Florence Bettschart, déposait une résolution dirigée contre les grévistes du gymnase lausannois de la Cité, accusé-e-s de «politisation inacceptable de l'école et des élèves» pour avoir mis à disposition de leurs élèves un texte expliquant les raisons de leur grève. Les enseignant-e-s concerné-e-s répondaient à cette tentative d'intimidation – reprise au vol par le Département de la formation, dirigé par le PLR Frédéric Borloz – en organisant une action de protestation devant le Grand Conseil.

**REBELOTE LE 9 FÉVRIER.** «C'est la solidarité entre les différents secteurs professionnels et entre les syndicats qui fait notre force. À nous de rester tous ensemble dans cette lutte!» lançait une enseignante à l'assemblée des grévistes, peu avant le départ vers une manifestation qui allait s'avérer massive. Un appel reçu cinq sur cinq par l'assistance, qui décidait par acclamation de mener une nouvelle journée de grève le 9 février. ■

<sup>1</sup> *Le Temps*, 31 janvier 2023.

## La lutte continue

## NOUVELLE JOURNÉE DE GRÈVE ET DE MOBILISATION LE 9 FÉVRIER!

Ce 31 janvier, la mobilisation de la fonction publique et du secteur parapublic a franchi un cap majeur. D'une mobilisation déjà très large le 23 janvier mais centrée essentiellement sur le secteur de l'enseignement, elle s'est étendue pour toucher l'ensemble du canton et tous les secteurs du public et du parapublic.

Le CHUV s'est fortement mobilisé ce midi et ce soir, une première depuis la pandémie.

Les sept hôpitaux régionaux du canton se sont adressés au Conseil d'Etat par leurs commissions du personnel. Le secteur social subventionné a ouvert une procédure pour être en mesure d'entrer en grève dans le cadre de ce conflit.

Les gendarmes, la police de sûreté et les gardiens de prison ont également rallié le mouvement lors de la manifestation.

Enfin, la grève dans l'enseignement ne s'est pas seulement maintenue; elle s'est étendue et a touché plus d'établissements encore que le 23 janvier, avec un nombre de grévistes qui a encore pris l'ascenseur. Les écoles primaires se sont aussi mobilisées plus fortement que le 23 janvier, contribuant au renforcement du mouvement lancé mi-décembre.

Ce soir, comme tout le monde l'a vu, la manifestation a été immense, dix mille de personnes de tout le canton ont défilé avec banderoles et pancartes fabriquées sur leurs lieux de travail.

Conscientes de cette dynamique, les trois organisations du personnel soussignées, rappelant l'unité de leur action et de leur détermination, appellent l'ensemble des salarié-e-s à poursuivre et renforcer leur effort pour une pleine indexation. Nous appelons à une grande journée de grève, d'actions et de manifestations le jeudi 9 février prochain. Tous les lieux de travail sont appelés à se mobiliser, de toutes les manières possibles.

Le Conseil d'Etat a créé cette situation. Il peut la résoudre en répondant aux revendications légitimes des milliers de salarié-e-s mobilisé-e-s (31 janvier 2023). ■

SSP . SUD . FSF







# En avant pour la grève féministe!

Quatre ans après une grève des femmes historique, le chemin vers l'égalité reste semé d'embûches. Le SSP appelle ses membres à se mobiliser massivement le 14 juin prochain. Objectif: améliorer enfin les droits et le quotidien des travailleuses.

SYNDICAT DES  
SERVICES PUBLICS  
ERIC ROSET . PHOTO

Le 14 juin 2019, une grève féministe d'ampleur historique a secoué le pays. Nous avons été des centaines de milliers à nous mobiliser pour l'égalité, le respect et la dignité. Ensemble, nous avons crié notre ras-le-bol des discriminations, des violences sexistes et sexuelles que nous subissons sur notre lieu de travail, à la maison, dans la rue. Nos voix ont rejoint celles des mouvements féministes qui se sont levés et qui se lèvent un peu partout dans le monde pour défendre nos droits et nos libertés.

**ENTRE PROGRÈS ET RECULS.** Quatre ans plus tard, le féminisme est devenu un thème politique. Jamais le parlement n'a compté autant d'élues. Cela a un effet sur certains dossiers, comme la révision du droit pénal en matière de viol. Il y a eu quelques progrès, comme le mariage pour toutes et tous, les congés paternité et pour enfant ou proche malade. Mais il y a aussi des reculs. La pandémie a accru la charge de travail et fragilisé les travailleuses des métiers essentiels. L'inflation a réduit le pouvoir d'achat, ce qui pénalise surtout les bas salaires, majoritairement féminins. Et notre colère reste intacte contre l'AVS 21, qui nous impose désormais de travailler jusqu'à 65 ans, sans qu'aucune des promesses faites durant la campagne ne se réalise – que ce soit au niveau de l'amélioration des rentes ou de l'égalité des salaires. Le partage de la charge mentale et du travail domestique n'évolue pas non plus.

**CAP SUR LE 14 JUIN 2023!** L'histoire nous le dit: tous les droits que nous avons, nous les avons conquis en nous mobilisant avec force, détermination et persévérance.

– à l'exemple du droit de vote, du congé maternité ou de la dépénalisation de l'avortement. Ce n'est qu'en luttant encore que nous obtiendrons l'égalité et mettrons fin aux discriminations et aux violences sexistes et sexuelles qui impactent la majorité des femmes, ainsi que des personnes trans et/ou non binaires. C'est dans cet objectif que le SSP appelle à une nouvelle grève féministe le 14 juin 2023. Réservez d'ores et déjà cette date, organisez-vous sur vos lieux de travail, formulez vos revendications et prenez contact avec le SSP de votre région<sup>1</sup>!

**REVENDICATIONS FÉMINISTES ET SYNDICALES.** Le SSP prône une convergence des luttes féministe et syndicale. En effet, l'égalité implique l'élimination de toute forme de sexisme et de harcèlement sexuel sur le lieu de travail, ainsi que la reconnaissance et le partage du travail domestique, éducatif et de soins aux enfants et aux proches. Nos revendications féministes et syndicales sont indispensables pour changer le monde du travail. Après la pandémie, le personnel de la santé est épuisé: 40% quitte prématurément le métier. Dans des secteurs comme l'enseignement ou l'accueil de l'enfance, le personnel formé se fait rare. Ce n'est pas un hasard, mais le résultat de plus de trente ans de politiques d'austérité et néolibérales. Alors que dans le secteur public, les travailleuses sont majoritaires, il est temps d'investir pour améliorer les conditions de travail et les salaires.

**TRAVAILLER MOINS ET MIEUX.** En Suisse, le temps de travail est très long et le temps partiel très élevé. Or le temps partiel est un

piège: il se traduit par des bas salaires, des carrières plates et des rentes de misère. Les femmes payent le prix fort, car elles sont majoritaires à réduire leur taux d'activité rémunéré au profit du travail domestique et familial. En 2020, elles ont accompli 4,7 millions d'heures de travail gratuit, pour une valeur de 192 milliards de francs. Pour vivre mieux, il faut travailler moins et partir à la retraite plus tôt!

**AUGMENTER LES SALAIRES.** En 2020, les femmes ont gagné en moyenne, à plein temps, 18% de moins que les hommes, soit 1500 francs de moins par mois. Près de la moitié de cet écart ne s'explique que par l'assignation au sexe féminin. L'autre moitié s'explique, mais ne se justifie pas: les métiers féminins sont moins valorisés, les femmes font moins souvent carrière et sont majoritaires dans les postes mal payés. L'égalité et des hausses de salaire sont indispensables!

**RENFORCER LES RENTES AVS.** En 2021, les nouvelles retraitées ont touché une rente du 2<sup>e</sup> pilier de 43% inférieure à celle des hommes. Si la moitié des hommes a pu partir avant, avec une rente encore plus élevée, ce n'est le cas que pour un tiers des femmes. Ce système est très inégalitaire, et la réforme LPP 21 n'y changera rien. Seul un renforcement de l'AVS, à commencer par l'introduction d'une 13<sup>e</sup> rente, peut garantir l'égalité et des rentes suffisantes pour tout le monde.

**DÉVELOPPER LES SERVICES PUBLICS.** L'égalité n'est possible que si des services publics sont mis en place pour s'occuper des enfants, prendre soin des personnes

malades, dépendantes et/ou âgées, se charger des repas ou de l'entretien et du nettoyage. Ce travail doit être assuré par un service public qui garantit des prestations de qualité et de bonnes conditions de travail. La logique des besoins de la population doit remplacer celle des profits.

**ÉLIMINER LES VIOLENCES SEXISTES.** Si la grève féministe a contribué à libérer la parole sur les violences faites aux femmes, aux personnes trans et/ou non binaires, le sexisme et le harcèlement sexuel restent trop largement tolérés sur les lieux de travail. Il faut donc des programmes de prévention et de lutte contre le sexisme et le harcèlement sexuel, des mesures de protection pour les victimes et les témoins. Il faut aussi éduquer au consentement et former les professionnel·le·s qui prennent en charge les victimes.

**PROTÉGER GROSSESSE ET MATERNITÉ.** La grossesse et la maternité continuent d'avoir un impact bien plus important sur le parcours professionnel des mères que sur celui des pères. En Suisse, la protection de la mère enceinte et accouchée est insuffisante, les dispositions légales existantes ne sont pas respectées et les congés sont trop courts. Trop de mères salariées se font licencier à leur retour de maternité ou démissionnent par manque de solution. Il faut des mesures et des congés maternité et parentaux plus longs, s'adaptant à toutes les formes de parentalité. Ensemble, en grève le 14 juin 2023 pour nos droits et nos libertés! ■

<sup>1</sup> Informations, matériel de campagne et adresses utiles ici: [www.ssp-vpod.ch/14-juin-2023](http://www.ssp-vpod.ch/14-juin-2023)

CONFÉDÉRATION . La conseillère fédérale (PLR) Karin Keller-Sutter veut couper dans les dépenses publiques. Tout en défendant un généreux cadeau fiscal pour les armateurs et les sociétés de négoce.

# Karin Keller-Sutter sort la machette

GUY ZURKINDEN  
RÉDACTEUR

Il va falloir «se restreindre» et «économiser»<sup>1</sup>. Peu après avoir mis la main sur le Département fédéral des finances, la conseillère fédérale (PLR) Karin Keller-Sutter (KKS) indiquait aux médias le style qu'elle entend y imprimer: celui de l'austérité.

**DES COUPES À L'HORIZON.** KKS a confirmé ce cap lors de la présentation des perspectives financières de la Confédération à la commission des finances du Conseil des Etats. «Les prévisions actualisées (...) laissent apparaître des déficits structurels de plusieurs milliards de francs qu'il conviendra de combler pour satisfaire aux exigences du frein à l'endettement», leur a-t-elle communiqué<sup>2</sup>. En février, le Conseil fédéral devrait préciser les choses en adoptant ses directives pour le budget 2024. Il a déjà annoncé qu'il «demandera à tous les départements (hormis à l'armée) et à la Chancellerie fédérale de baisser d'environ 1 ou 2% leurs dépenses faiblement liées». L'agriculture, la formation et la recherche, la coopération

au développement et l'administration sont concernées. En revanche, le budget de l'armée va croître – quoique un peu moins que les désirs de la majorité bourgeoise au parlement. Il sera porté à 5,6 milliards en 2024, puis augmenté de 3% par an en 2025 et 2026.

**UN ALARMISME DÉCALÉ.** Pour justifier les économies à venir, la ministre des finances libérale-radical invoque les programmes d'aide débloqués par le Conseil fédéral durant la pandémie. «Nous avons accumulé 30 milliards de francs de dettes. Ce n'est pas rien», insiste KKS. Ce ton alarmiste est cependant peu justifié. On rappellera d'abord que le montant des dépenses effectivement dépensées par la Confédération pour amortir les effets de la crise Covid (35 milliards de francs de 2020 à 2022) sont nettement plus basses que les montant budgétés, de 65 milliards (*lire en page 6*). Surtout, la situation financière helvétique est «extrêmement favorable, surtout en comparaison aux autres pays de l'OC-

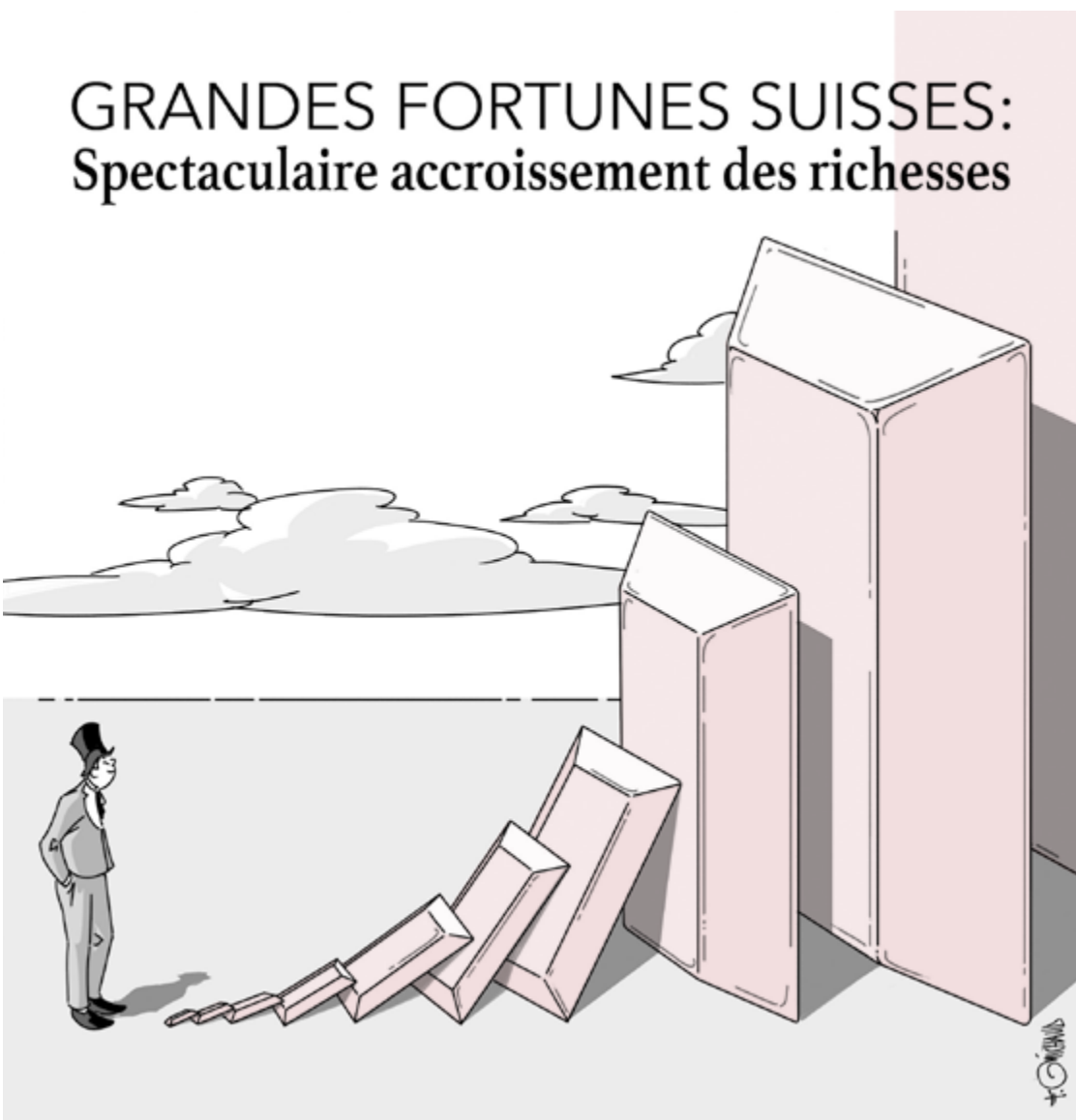
DE»<sup>3</sup>. Selon une étude publiée en octobre par l'administration fédérale des finances, Confédération, Cantons et Communes devraient enregistrer des excédents dès 2023, tandis que «la dette en pourcentage du PIB a déjà commencé à diminuer». Cerise sur le gâteau: cette dette est très faible en comparaison internationale, comme le rappelait l'institut de prévision économique de l'école polytechnique de Zurich en pleine pandémie: «Même en cas de hausse de 10 points ou même – si les choses étaient bien pires que prévu jusqu'à présent – de 20 points, des ratios d'endettement de 35% ou même de 45% seraient encore extrêmement bas, en comparaison internationale, une fois la crise surmontée»<sup>4</sup>. Et de conclure ainsi: «En d'autres termes, les finances publiques suisses sont en bonne santé à tous égards, et elles le resteront après la crise actuelle. La réduction rapide de la dette souvent préconisée n'est donc pas impérative».

**TOUT ÇA POUR LES ARMATEURS?** La volonté d'économiser affichée par le Conseil fédéral est d'autant plus surprenante que ce dernier milite en parallèle pour l'introduction d'un «curieux privilège fiscal»<sup>5</sup>, la «taxe au tonnage». Avalisé en décembre par le Conseil national, le projet de taxe au tonnage prévoit d'imposer les entreprises maritimes selon leurs capacités de transport, et plus selon leurs bénéfices. Dans les pays où il est appliqué, ce tour de passe-passe permet aux sociétés concernées d'économiser des millions d'impôts. Il profitera aux grandes compagnies maritimes qui ont leur siège en Suisse – notamment le géant MSC, propriété de la famille Aponte, dont la fortune est estimée entre 19 et 20 milliards de francs<sup>6</sup>. Les négociants en matières premières, dont les profits ont pris l'ascenseur depuis la guerre en Ukraine, se frottent aussi les mains. Ces compagnies, qui exploitent désormais plus de 2600 navires, pourront «contourner l'impôt sur les bénéfices en transférant les bénéfices internes à leur groupe vers des navires imposés au tonnage», explique l'ONG Public eye<sup>7</sup>.

Le Conseil fédéral a renoncé à calculer le manque-à-gagner entraîné par l'introduction de la taxe au tonnage. Il doit estimer que les économies sur le dos de la population suffiront à financer ce nouveau cadeau aux capitalistes. ■

<sup>1</sup> Südostschweiz, 14 janvier 2023.  
<sup>2</sup> Communiqué du 24 janvier 2023.  
<sup>3</sup> Le Temps, 14 janvier 2023.  
<sup>4</sup> Bulletin du KOF, n°147. Janvier 2021.  
<sup>5</sup> NZZ, 2 décembre 2022.  
<sup>6</sup> Bilan, décembre 2022.  
<sup>7</sup> Public eye: Le Magazine, N° 39. Janvier 2023.

## Le trait de Frédéric



## GRANDES FORTUNES SUISES: Spectaculaire accroissement des richesses

## Agenda militant

### L'HISTOIRE CACHÉE DU 2<sup>E</sup> PILIER LAUSANNE

Projection du documentaire  
*Das Protokoll*, suivi d'un débat avec  
Pietro Boschetti, Claudio Tonetti et  
Michela Bovolenta  
Vendredi 3 février, 19 h 30  
Zinéma (rue du Maupas 4)

### STOP AUX DÉPORTATIONS VERS LA CROATIE! BERNE

Manifestation  
Samedi 4 février, 14 h 15  
Place fédérale

### GRÈVE FÉMINISTE DANS LES SERVICES PUBLICS FRIBOURG

Assemblée du personnel des services  
publics visant à préparer le 14 juin  
2023  
Jeudi 16 février, 19 h  
Université Miséricorde 2, salle 2118,  
avenue de l'Europe 20

### ALIREZA, ON T'OUBLIE PAS GENÈVE

Manifestation  
Mercredi 1<sup>er</sup> mars, 18 h  
Place du Rhône

### ASSISES NATIONALES DE LA GRÈVE FÉMINISTE FRIBOURG

Samedi 4 mars

## Impressum

JOURNAL DESTINÉ AUX MEMBRES DU SSP  
PARAIT TOUS LES 2 VENDREDIS DU MOIS

### ÉDITEUR RESPONSABLE

SSP-VPOD  
Natascha Wey  
Secrétaire générale  
Case postale 8422  
8036 Zurich  
www.ssp-vpod.ch

### RÉDACTEUR RESPONSABLE

Guy Zurkinden  
Case postale 1360  
1001 Lausanne  
Tél. 021 340 00 00  
E-mail: journal@ssp-vpod.ch

### IMPRESSION

Atar Roto Presse SA, Genève



Depuis plusieurs mois, des dizaines de réfugiées et réfugiés se mobilisent contre la décision du SEM de les renvoyer vers la Croatie, un pays où ils ont subi violences et tortures.

# « Ils nous battaient, nous traitant de singes »

GUY ZURKINDEN . RÉDACTEUR  
ERIC ROSET . PHOTO

Dans la petite salle, une quarantaine de personnes sont assises. Les visages sont attentifs, souvent tendus. Une majorité des personnes présentes sont originaires du Burundi. Il y a aussi quelques réfugié-e-s afghan-e-s, ainsi que l'équipe de soutien du collectif Droit de Rester. Sur deux ordinateurs, des visages suivent la discussion à distance. L'émotion monte lorsque celui de Bosco surgit sur les écrans. Un de ses amis prend la parole: «Bosco, tu as été expulsé comme un criminel. Sache que toute notre équipe t'aime beaucoup. Sois fort et essaie de te battre. Demain sera meilleur». Bosco vient d'arriver à Zagreb, la capitale de la Croatie. Il y a quelques jours, une dizaine de policiers l'ont menotté et emmené hors du centre fédéral de la Gouglera, situé dans le canton de Fribourg. Ils l'ont ensuite placé de force, seul, dans un avion. Destination: Vienne, puis Zagreb.

C'est ce destin que veulent éviter les réfugiées et réfugiés réunis ce 28 janvier à Fribourg. Depuis plusieurs mois, ils se mobilisent contre la décision du Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) de les renvoyer vers le pays où ils ont été battus, humiliés et torturés: la Croatie. Deux membres de ce collectif: Albert\* et Josette\*, ont accepté de nous confier un bout de leur histoire.

**Quel a été votre parcours avant d'arriver en Suisse?**

**Albert** – J'ai quitté le Burundi avec mon épouse car j'y étais victime de menaces – dans notre pays, la situation politique est très instable. Nous avons pris un vol pour la Serbie puis avons gagné la Bosnie, avant d'essayer de passer en Croatie. Lors de notre première tentative, nous avons été refoulés par la police croate. La deuxième fois, cela a été pire.

**Josette** – J'ai aussi quitté le Burundi, où je suivais des études, pour des raisons de sécurité. Je n'avais jamais imaginé ce qui m'attendait en Europe.

**Que s'est-il passé à la frontière bosno-croate?**

**Albert** – La deuxième fois que nous avons essayé de passer, mon épouse et moi

avons été torturés. Les policiers nous ont roués de coups. Ma femme, enceinte, a été frappée violemment au ventre par un policier. À cause de cela, elle a perdu son bébé.

À notre troisième tentative, nous avons réussi à passer en Croatie. Cette fois, les policiers nous ont amenés dans une ville proche de la frontière, où ils ont pris de force nos empreintes digitales. Ensuite, un agent m'a demandé de signer un document rédigé en croate. Quand je lui ai dit que je voulais d'abord savoir ce qui était écrit sur la feuille, le policier m'a frappé au visage. Puis il m'a obligé à signer. Je ne savais pas que les policiers étaient aussi brutaux en Europe.

**Josette** – Les policiers croates refoulent les réfugiés, même ceux qui ont des bébés. Avec notre groupe, nous sommes restés deux jours et deux nuits dans la forêt, sous la pluie, sans rien à manger. Les policiers ont pris nos téléphones et nous ont barré le passage. Ils nous insultaient, nous traitaient de singes.

Quand tu refuses de retourner en Bosnie, les policiers te font des choses qui te donnent envie de mourir. J'ai été frappée et jetée par terre. Ensuite, ils ont approché de mon visage leurs gros chiens qui aboyaient, jusqu'à ce que je perde connaissance. Au commissariat, j'ai aussi dû donner mes empreintes. Je n'ai pas eu le choix, car les policiers menaçaient de me renvoyer dans la forêt.

**Quelle est votre situation aujourd'hui en Suisse?**

**Albert** – La majorité d'entre nous ont reçu une réponse négative à leur demande

d'asile. Le SEM affirme que nous avons demandé l'asile en Croatie, ce qui est faux. Il exige que nous retournions dans ce pays où nous avons été torturés.

L'autre chose qui traumatise les requérants d'asile – quelle que soit leur nationalité – qui se trouvent dans les centres fédéraux d'asile, c'est la manière dont les policiers suisses nous arrêtent, parfois en usant de ruses, et nous renvoient vers la Croatie.

**Josette** – Le SEM veut me renvoyer en Croatie. Ses employés affirment que mes motifs d'asile ne les convainquent pas. J'ai fait recours au Tribunal administratif fédéral, mais il s'est aligné sur la position du SEM. Mais je ne veux pas retourner en Croatie.

**Que demandez-vous aux autorités suisses?**

**Albert** – Nous exigeons la fin des déportations vers la Croatie. Les conventions de Genève et la Constitution fédérale interdisent d'expulser un réfugié vers un pays où il a été torturé. Le SEM devrait appliquer ces textes, plutôt que d'invoquer le règlement Dublin pour justifier notre renvoi.

Que nous soyons originaires du Burundi, d'Afghanistan ou d'ailleurs, nous sommes unis pour nous battre contre ces renvois Dublin. Nous manifesterons à Berne le 4 février, puis nous continuerons notre combat.

**Josette** – Le SEM veut que je sois renvoyée dans les six mois en Croatie. Mais je continuerai à me battre contre cette décision avec les autres personnes concernées. ■

\* Prénoms d'emprunt.



## Contexte

## UNIS CONTRE LES RENVOIS VERS LA CROATIE

Passages à tabac, humiliations, vols, agressions sexuelles, menaces, poursuites avec des chiens, insultes racistes. Depuis des mois, les témoignages de réfugié-e-s illustrent la violence des refoulements illégaux pratiqués par les garde-frontières croates. L'an dernier, ces «pushbacks» ont été dénoncés par la Cour européenne des droits de l'homme et le Comité européen pour la prévention de la torture.

L'ONG suisse Solidarité sans frontières s'est rendue en Croatie afin de réaliser un rapport sur la question. Elle est arrivée à la conclusion que le risque de «pushback» est réel en Croatie, et que les personnes concernées risquent fort de ne pas pouvoir exercer leur droit à une procédure d'asile équitable. En renvoyant des réfugié-e-s vers la Croatie, la Suisse menace ainsi de violer le principe de non-refoulement.

Le SEM persiste pourtant dans sa volonté d'expulser des centaines de réfugié-e-s vers la Croatie, en vertu des accords de Dublin. Les migrant-e-s menacé-e-s s'organisent avec le soutien des collectifs Droit de Rester (Suisse romande) et Migrant Solidarity Network (Berne). Ils et elles demandent au Conseil fédéral de stopper les renvois vers la Croatie et d'activer la clause de souveraineté du règlement Dublin, qui permet à un pays de traiter les demandes d'asile des personnes même lorsque celles-ci ont été interceptées ailleurs sur le sol européen. En décembre, une pétition de soutien munie de 6500 signatures a été déposée à Berne. Le 4 février, ces revendications seront relayées au cours d'une manifestation nationale. ■

**Non aux renvois Dublin vers la Croatie!**

**Manifestation**

**Samedi 4 février, 14 h 15**

**Berne, Place fédérale**

**Au cours des vingt dernières années, la concentration des richesses s'est accrue de manière spectaculaire. La tendance s'est renforcée durant les années Covid, tandis qu'une majorité de salariés devaient se serrer la ceinture.**

**DARIO LOPRENO**  
MEMBRE SSP . RÉGION  
GENÈVE

En 2008, Hans Kissling, un socialiste de pensée libérale, autrefois directeur de l'Office cantonal de la statistique du canton de Zurich, publiait l'ouvrage *«Reichtum ohne Leistung. Die Feudalisierung der Schweiz»*, que l'on pourrait traduire par «Richesse sans mérite. La féodalisation de la Suisse»<sup>1</sup>. Un texte remarquable sur l'incroyable concentration de la richesse en Suisse, évidemment non traduit en français. Kissling utilise le terme «féodalisation» comme métaphore uniquement. Les études périodiques sur la fortune, de l'Administration fédérale des contributions (AFC), sur lesquelles nous reviendrons prochainement, comme celles des mensuels *Bilanz* et *Bilan*, que nous traitons ici, illustrent bien cette métaphore toujours plus actuelle.

**NETTEMENT MOINS QUE LE 0,1%.** Les deux mensuels – *Bilanz* dès 1990, *Bilan* plus tard – recensent les richesses égales ou supérieures à 100 millions de francs (175 «familles» recensées en 1990, 300 de 1999 à aujourd'hui). On peut considérer que ces 300 familles représentent nettement moins de 0,1% de la population. Pour lire les lignes qui suivent, il faut avoir à l'esprit quelques préalables. Avant tout, le recensement des grandes fortunes réalisé par *Bilanz* et *Bilan*<sup>2</sup> souffre d'une grande sous-estimation, car il est impossible de connaître les avoirs que ces capitalistes occultent dans les paradis fiscaux (qui recèlent près de 10% du Produit intérieur brut mondial, PIB, selon Renaud van Ruymbeke, soit un peu moins de 9000 milliards de dollars<sup>3</sup>), ou leurs avoirs cachés derrière les sociétés écran, ici ou ailleurs (pas besoin de paradis fiscal pour cela).

Ensuite, il faut savoir qu'au cours du XXI<sup>e</sup> siècle, l'indice des obligations suisses a progressé de 67%, et celui des actions suisses de 170%<sup>4</sup>. Soulignons aussi que si, en 2021, le PIB helvétique représente le 0,82% du PIB mondial, les entreprises de Suisse distribuent 2,9% des dividendes mondiaux, soit 3,5 fois plus que le PIB en proportion, ce qui revient à 42,8 milliards de francs en 2021, 280 milliards de 2015 à 2021, en valeur nominale (inflation non déduite)<sup>5</sup>. Soulignons également que la Suisse est le pays ayant la plus forte densité de millionnaires par habitant au monde<sup>6</sup>. Rappelons aussi qu'il y a en Suisse, fin 2022, 97 000 chômeurs selon la Confédération, mais 212 000 selon le Bureau international du travail (BIT)<sup>7</sup>. Que, de 2000 à 2022, l'indice des salaires réels (inflation déduite) de l'OFS a crû de 13%<sup>8</sup>,

tandis que celui des primes de l'assurance maladie de base a augmenté de 216%<sup>9</sup> – pour des raisons que seules connaissent les autorités fédérales, la LAMal n'est pas prise en compte dans le calcul de l'indice suisse des prix. Pendant ce temps, la fortune des personnes détenant dix milliards et plus a été multipliée par 3,6 en valeur réelle, celle des milliardaires et plus par 2, et celle des personnes détenant 100 millions et plus par 2 également<sup>10</sup>.

**DES PRÉDATEURS MIS EN SCÈNE.** Il ne faut pas oublier non plus que «les riches et les super riches» sont des êtres humains. Et qu'à ce titre ils se mettent en scène – et se font mettre en scène par les journalistes fort serviables de *Bilanz* et *Bilan* – à travers des narrations occultant leur rapport réel à la société – afin de ne pas nommer l'indignité réelle de leurs fortunes produites

# Un capitalisme suisse aux contours «féodaux»

## Analyse

quotidiennement par des salariés qui en sont aussitôt légalement expropriés. Ainsi, on ne les nomme pas «capitalistes», mais «familles». On les décrit comme ayant hâte de reconstruire l'Ukraine, comme des victimes stigmatisées dans les pays qui les imposent plus qu'en Suisse ou qu'aux Bahamas – mais aussi comme des people se prélassant dans nos palaces; comme des licornes d'un capitalisme qui se targue de pouvoir être social, voire bienfaiteur; comme des pionniers de l'innovation; comme des protecteurs ou restaurateurs de l'environnement, abstraction faite qu'ils considèrent que le dominé ne fait pas partie de l'environnement; comme des héros qui prennent leur destin en main en se faisant photographier en affairiste, en chef, en aventurier, en ourson cocoon, en grand sportif, en mannequin, en dragueur voire en latin lover. Bref, ils se font annuellement travestir par *Bilanz* et *Bilan*, qui les métamorphosent de prédateurs de la richesse sociale en champions du mérite individuel.

**TABEAU DE CHASSE.** En 2000, les sept familles possédant 10 milliards de fortune ou plus possèdent 86 milliards de francs, ou 18% du PIB de la Suisse (le 20<sup>e</sup> plus élevé au monde sur 210 pays). Si l'on prend les 101 familles détenant 1 milliard ou plus, elles détiennent 380 milliards, l'équivalent du 81% du PIB de la Suisse. Enfin, si l'on considère les 300 familles ayant à leur tableau de chasse 100 millions ou plus, elles s'arrogent 455 milliards correspondant à 96% du PIB, avec un accroissement de 268 milliards par rapport à 1990 en chiffres réels. En 2010, les familles possédant dix milliards ou plus ne sont plus que cinq – la vie est dure, elles doivent se sentir seules

– et ne possèdent plus que 84 milliards de francs (2 de moins qu'en 2000!), soit tout de même les 13% du PIB (entretemps le 19<sup>e</sup> au monde). Si l'on prend en compte les 144 familles milliardaires ou plus, elles accaparent quelque 485 milliards, l'équivalent du 78% du PIB. Quant aux 300 familles riches de 100 millions ou plus, elles s'approprient 543 milliards, montant égal au 87% du PIB, avec un accroissement de 80 milliards par rapport à 2000 en chiffres réels. En 2020, les familles dix-milliardaires ou plus sont dix-neuf, assises sur 296 milliards de francs, équivalant aux 43% du PIB. Cela signifie qu'environ le 0,004% des habitants du pays détient une richesse supérieure aux 40% du PIB. Relevons aussi que 157 familles milliardaires ou plus possèdent 709 milliards – 102% du PIB. Tandis que les 300 familles possédant 100 millions ou plus jouent au Monopoly capitaliste avec 781 milliards (112% du PIB), ce qui représente un accroissement de 300 milliards par rapport à 2000, en chiffres réels.

**232 MILLIARDS DE PLUS!** Entre 2020 et 2022 sont tombées les «années Covid», comme les nomment les dominants et leurs penseurs. Trois rudes années pour les salariés et les exclus, au cours desquelles les dix-milliardaires et plus sont passé à vingt et un, détenant 352 milliards de francs, équivalent à 48% du PIB. Tandis que les simples milliardaires ou plus passent à une mise de 750 milliards (102% du PIB). Et si l'on abaisse le seuil aux 300 familles possédant 100 millions ou plus, on totalise 805 milliards, équivalents aux 110% du PIB, avec 23 milliards de plus sur ces trois ans, en valeur réelle.

De 2000 à 2022, les dix-milliardaires et plus ont accru leur fortune de 232 milliards de francs en valeur réelle. Ceux qui possèdent 1 milliard et plus ont augmenté leurs avoirs de 323 milliards. Quant aux cent-millionnaires ou plus, l'accroissement est de 305 milliards. Il ne faut jamais oublier ces réalités lorsque l'on nous dit qu'il n'y a pas assez de richesses à disposition pour une politique sociale, ou lorsque la majorité des porte-serviettes du Parlement vote la suppression des salaires minimum.

**MAIS ALORS...** Pourquoi la ministre fédérale des finances Karin Keller-Sutter – membre du Parti libéral-radical et nullement contrariée par les autres six larrons, de droite et de gauche, du Conseil fédéral – évoque-t-elle l'urgence des «mesures d'économies», après les fortes dépenses dues à la pandémie de Covid-19. Pas seulement pour l'année 2024, mais aussi pour les années

**ENTRE 2000 ET 2022, LES MILLIARDAIRES ONT AUGMENTÉ LEURS AVOIRS DE 323 MILLIARDS**

suivantes<sup>11</sup>? Pourquoi ne mentionne-t-elle pas que les budgets Covid fédéraux n'ont pas été entièrement dépensés? En effet, sur le total de 65 milliards budgétés (pour 2020 31 milliards, 2021 25 milliards et 2022 9 milliards), seuls 35 ont été dépensés (15 en 2020, 14 en 2021 et 6 en 2022)<sup>12</sup>. Pourquoi ne nous dit-elle pas que cette dépense, qu'elle nomme «dette», est peu de chose comparée aux 805 milliards possédés par les 300 familles les plus riches qui ne les ont pas produits? ■

<sup>1</sup> Rüegger Verlag, Zürich, 2008.

<sup>2</sup> Publication annuelle des mensuels *Bilanz* et *Bilan*, paraissant en décembre.

<sup>3</sup> Émission *Le grand témoin*, Radio Notre-Dame. Avec Renaud Van Ruymbeke, juge d'instruction au pôle financier du Tribunal de grande instance de Paris, 13 décembre 2022.

<sup>4</sup> Banque Pictet: *Actualisation de la performance des actions et des obligations suisses entre 1926 et 2021*, 21 février 2022.

<sup>5</sup> Janus Henderson Global dividend index, 33<sup>e</sup> édition, mars 2022.

<sup>6</sup> Crédit suisse: *Global Wealth Report*. Zurich, 2021.

<sup>7</sup> OFS: *Chômeurs au sens du BIT*, Neuchâtel, 17 novembre 2022. SECO: *Le taux de chômage enregistré en 2022 est le plus bas depuis plus de 20 ans*. Berne, 9 janvier 2023.

<sup>8</sup> OFS: *Évolution des salaires nominaux, des prix à la consommation et des salaires réels, 1942 à 2021*. Martin Schmidt & Sarah Frattaroli: *La hausse des salaires en 2023 ne compensera pas les pertes liées à l'inflation*. UBS, 9 novembre 2022.

<sup>9</sup> OFS: *Indice des primes d'assurance maladie*, 1999 à 2022.

<sup>10</sup> Sauf avis contraire, les indications sur la fortune proviennent des numéros spéciaux annuels des mensuels *Bilanz* et *Bilan* et de nos calculs à partir de ces sources.

<sup>11</sup> ATS, 14 janvier 2023.

<sup>12</sup> Confédération: Comptes d'Etat 2020 et 2021, Budget 2022. Administration fédérale des finances: *Dépenses liées à la crise du coronavirus* (2020, 2021 et 2022).



## SSP CONFÉRENCE FÉDÉRATIVE DE LA SANTÉ

## PANDÉMIE, PÉNURIE ET LUTTES SYNDICALES

Une centaine de collègues du secteur de la santé se sont réunis à Lugano les 26 et 27 janvier, à l'occasion de la Conférence fédérative de la santé.

La conférence a débuté par un message de bienvenue engagé de Michela Pedersini, présidente du SSP Tessin et salariée dans le secteur de la santé.

Guillaume Gobet, syndicaliste et ancien employé de la chaîne de maisons de retraite Orpea en France, a ensuite dénoncé la manière scandaleuse dont ce leader mondial des EMS maltraitait salarié-e-s et résident-e-s. Au lieu d'être investi pour améliorer les conditions de travail et l'alimentation des pensionnaires, l'argent versé par l'Etat à Orpea allait directement dans la poche des actionnaires du groupe – une conséquence de la privatisation et de l'absence de contrôle démocratique sur l'utilisation des fonds publics.

Silvia Habekost, infirmière à l'hôpital de la Charité, a ensuite parlé du succès de la grève des hôpitaux berlinois (*lire en page 10*).

Enfin, des collègues des cantons de Genève et de Bâle ont parlé de leurs luttes pour de meilleures conditions de travail et de meilleurs salaires. Alors que les assistant-e-s en soins et en santé communautaire (ASSC) à Genève ont pu obtenir une meilleure classification salariale grâce à leurs grèves, leurs collègues du nord de la Suisse ont réussi à forcer la fermeture de certains lits, afin d'éviter l'effondrement du personnel.

Friederike Flückiger, infirmière au CHUV à Lausanne, a été élue présidente de la commission Santé du SSP. Friederike a souligné l'importance d'un syndicat fort. Un syndicat n'est fort que s'il parvient à recruter des membres et à obtenir un plus grand pouvoir de négociation, a-t-elle indiqué. La conférence a exprimé sa solidarité avec les revendications des employé-e-s du CHUV, qui se battent pour l'indexation de leurs salaires et l'amélioration de leurs conditions de travail, ainsi qu'avec le comité de citoyens fribourgeois qui a lancé une initiative pour éviter la fermeture du service d'urgences de l'hôpital de Riaz, dans le sud du canton.

Les participant-e-s ont aussi adopté une résolution demandant une meilleure procédure de reconnaissance des diplômes étrangers, et une autre appelant à la mobilisation lors de la Grève des femmes du 14 juin prochain.

La conférence s'est terminée par les remerciements et adieux au président Wolfgang Müller et à la secrétaire centrale Elvira Wieggers, tous deux démissionnaires. ■

ELVIRA WIEGERS . SECRÉTAIRE CENTRALE SSP

## Cours de formation SSP

## Responsabilité civile et pénale des enseignants

- Quelles précautions prendre avant et pendant la sortie scolaire?
- Comment se comporter en cas d'urgence?
- Quelle responsabilité durant les moments «libres» alloués aux élèves?

La responsabilité des enseignant-e-s, notamment lors des sorties scolaires (camps, voyages d'études, etc.), suscite de nombreuses interrogations et inquiétudes. Cette thématique sera abordée sous ses aspects juridiques et pratiques. Nous préciserons les notions de responsabilité civile, pénale et administrative et nous examinerons plusieurs exemples concrets. Nous pourrions ainsi mettre en évidence quelques recommandations quant aux précautions à prendre et aux comportements à adopter.

**Mercredi 15 mars, de 14 h à 17 h 30**

Lausanne, Hôtel Continental (Place de la Gare 2)

Intervenant-e-s: **Carole Wahlen**, avocate; **Cora Antonioli**, enseignante, vice-présidente SSP; **Philippe Martin**, secrétaire central SSP.

Gratuit pour les membres du SSP (frais de repas inclus).  
Les non-membres paient 150 francs.

Inscription par e-mail: [central@ssp-vpod.ch](mailto:central@ssp-vpod.ch)  
Indiquez vos coordonnées (nom/prénom + adresse) et le titre du cours!

Délai d'inscription: 28 février 2023.

## FRIBOURG LE COMITÉ DE LA CPPEF GÈLE LES RENTES

## NON-INDEXATION DES RETRAITES: UNE DÉCISION INJUSTIFIABLE!

Le SSP – Région Fribourg condamne avec la plus grande fermeté la décision du comité de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg (CPPEF) de ne pas indexer les rentes des retraité-e-s au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Depuis la fin de l'année 2020, les salarié-e-s et retraité-e-s sont confronté-e-s à une augmentation massive du coût de la vie. L'indice des prix à la consommation qui, pourtant, ne recense pas l'ensemble des augmentations de prix, a crû de 4,6% entre décembre 2020 et novembre 2022. Au 1<sup>er</sup> janvier 2023, de nouvelles hausses se sont ajoutées. Elles concernent notamment l'électricité et les primes d'assurance maladie.

Cette décision de ne pas indexer les rentes est d'autant plus choquante que, le 10 janvier dernier, les délégué-e-s du SSP avaient remis au comité de la CPPEF une pétition, munie de 4350 signatures, demandant l'indexation des rentes (et des salaires) de 4% au 1<sup>er</sup> janvier.

La mobilisation du personnel a permis d'obtenir des augmentations de salaires, certes insuffisantes au regard de l'augmentation réelle du coût de la vie: 2,74% pour les salarié-e-s de l'Etat, 2,8% pour le personnel de la Ville de Fribourg.

Dans ce contexte, une non-indexation des rentes paraît d'autant plus inacceptable. Rappelons que cela fait dix ans que les rentes n'ont pas été adaptées au renchérissement. Durant cette période, le coût de la vie a augmenté, contrairement à la «tendance déflationniste» mentionnée par le comité de la CPPEF. Les primes d'assurance maladie ont crû de 40%!

Certes, la CPPEF a connu une année 2022 avec des rendements négatifs. Cela dit, la situation financière de la caisse reste très bonne. Ainsi, à l'exception peut-être du Valais, la CPPEF a le meilleur taux de couverture des caisses de prévoyance publiques de Suisse romande.

La caisse aurait donc largement les moyens d'indexer pleinement les rentes des retraité-e-s.

GAËTAN ZURKINDEN . SECRÉTAIRE SSP . RÉGION FRIBOURG






**Webinaire du 22.02.2023 de 19h30 à env. 21h30**

**Grève féministe 2023 – Pourquoi et comment ?**

Sur mandat de la commission féministe de l'USS, Movendo organise pour les membres des syndicats et toutes les personnes intéressées un webinaire sur l'organisation de la nouvelle grève féministe, qui aura lieu le 14 juin 2023. La question centrale de ce webinaire est la suivante : pourquoi est-il important et juste de participer à la grève féministe du 14.06.2023 ? Le webinaire fait le bilan des revendications obtenues lors de la dernière journée de grève en 2019 et explique comment se mobiliser dans les mois à venir jusqu'au 14.06.23. Il sera également question de ce qui doit être pris en compte d'un point de vue juridique lors d'une journée de grève, de protestation et d'action le 14 juin. Vous aurez également la possibilité de poser vos propres questions et d'obtenir des réponses de la part des expertes.

**Intervenantes:**

- Michela Bovolenta (SSP)
- Patrizia Mordini (syndicom)
- Aude Spang (Unia)
- Lucie Waser (SEV)

**Inscription :**  
<https://www.movendo.ch/fr/ereignis/feministischer-streik-2023-warum-und-wie-webinar>



Cette soirée sera bilingue, en français et en allemand, avec une traduction simultanée dans l'autre langue.





La commission compétente du Conseil des Etats rejette l'initiative «pour une 13<sup>e</sup> rente». Pourtant, le montant insuffisant des retraites versées par l'AVS contrevient à la Constitution.

# La 13<sup>e</sup> rente en échec

SERVICES PUBLICS

La Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil des Etats (CSSS-CE) s'est penchée sur l'initiative «pour une 13<sup>e</sup> rente AVS». Par 9 voix contre 4, ses membres ont décidé de recommander le rejet du texte, au grand dam de l'Union syndicale suisse (USS).

**L'AVS ET LES BESOINS VITAUX.** Lancée par l'USS, l'initiative pour une 13<sup>e</sup> rente veut introduire le droit à un supplément de rente AVS pour toutes les personnes à la retraite. Ce supplément correspondrait à un douzième de leur rente annuelle. Le texte prévoit que ce complément, qui prend son modèle sur le treizième salaire, n'aura pas d'incidence sur le droit aux prestations complémentaires (PC), ni leur montant. L'objectif de l'initiative est de pallier l'insuffisance des rentes AVS, dont la valeur moyenne est aujourd'hui de 1800 francs mensuels. Une situation qui contrevient à la Constitution fédérale – à son article 112, cette dernière prévoit en effet que les rentes versées par l'AVS «doivent couvrir les besoins vitaux de manière appropriée».

**UN ARGUMENT FANTAISISTE.** Cette inconstitutionnalité n'a pas suffi à ébranler la majorité de la CSSS-CE. Sans surprise, celle-ci justifie son refus en invoquant des motifs financiers. «Une augmentation de la rente AVS annuelle au moyen d'un treizième versement n'est financièrement pas soutenable et aggraverait les problèmes de l'AVS à long terme, notamment en augmentant le prix des cotisations», écrit la commission<sup>1</sup> – oubliant allègrement la confortable situation financière de la principale assurance sociale du pays, qui a bouclé ses comptes 2021 sur un excédent de 2,6 milliards. Une attitude peu étonnante de la part d'une commission dominée par la droite, dans laquelle siègent des personnalités peu préoccupées par le sort des salarié-e-s. Citons, entre autres: le sénateur Erich Ettlin (Le Centre), fossoyeur des salaires minimaux cantonaux; la conseillère aux Etats ultralibérale Johanna Gapany, en pointe dans la bataille pour l'élévation de l'âge de la retraite des femmes; ou encore le libéral-radical Damian Müller, employé par la société d'assurances Mobilière.

**UNE DANGEREUSE ÉROSION.** L'Union syndicale suisse a dénoncé la décision de la CSSS-CE. «En rejetant l'initiative pour une 13<sup>e</sup> rente AVS, la CSSS-CE ferme les yeux sur l'insuffisance croissante des rentes versées. Leur niveau subit en effet une forte érosion due à l'inflation et au

renchérissement des primes des caisses maladie – à quoi s'ajoute l'absence de toute compensation du renchérissement dans le 2<sup>e</sup> pilier. Les personnes à la retraite perdront ainsi, d'ici la fin de l'année 2024, l'équivalent d'un mois d'AVS», écrit la centrale syndicale.

**LA FORTUNE AVS AUGMENTE.** L'USS réfute aussi l'argument financier brandi par la majorité de la CSSS-CE. «Les retraites de la génération des baby-boomers sont financées, et, par la suite, le vieillissement démographique ralentira nettement sa progression. Aussi l'AVS enregistre-t-elle des excédents. Concrètement, la fortune de l'AVS ne cesse d'augmenter», écrit-elle. Selon les scénarios élaborés par l'Office fédéral des assurances sociales, l'AVS affichera en effet une fortune réelle de plus de 60 milliards de francs en 2032. Le vrai problème de la prévoyance vieillisse ne réside donc pas dans son financement, mais dans l'érosion des rentes de retraite: «Les nouvelles rentes versées (rente moyenne des personnes parties à la retraite en 2020) atteignent en moyenne 3459 francs par mois – AVS et caisses de pension comprises», illustre la faitière syndicale. Et de conclure en appelant le reste du parlement à retoquer la décision de la commission, «sans quoi le peuple aura le dernier mot aux urnes».

**LA DROITE GARDE LE CAP.** Le même jour, la CSSS-CE a aussi donné un préavis négatif à l'initiative «sur les rentes». Lancé par les Jeunes libéraux-radicaux, ce texte demande l'élévation de l'âge de la retraite à 66, puis 67 ans. «Le oui à la réforme AVS 21 l'ayant emporté de justesse à l'automne dernier, la majorité de la commission estime qu'il n'est actuellement pas opportun de modifier à nouveau l'âge de la retraite», écrit la CSSS-CE. Tout en rappelant que le Conseil fédéral a été chargé de «soumettre au Parlement, pour le 31 décembre 2026, un projet de stabilisation de l'AVS pour la période de 2030 à 2040». Droite et milieux patronaux sont en effet loin d'avoir abandonné leurs projets d'élévation générale de l'âge de la retraite. C'est même le thème principal d'une «étude» publiée le 24 janvier dernier par la banque UBS. Celle-ci préconise, ô surprise, de travailler plus longtemps – et même jusqu'à 68,2 ans! ■

<sup>1</sup> Communiqué de presse du 27 janvier.

SOLIDARITÉ . Dans le Kurdistan irakien, des syndicalistes soutiennent une classe ouvrière en souffrance, malgré la répression. Questions à Ali Awat, militant irakien et membre du SSP.

# Un syndicat en Irak

SERVICES PUBLICS . INTERVIEW

Quelle est la situation des travailleurs et travailleuses du Kurdistan irakien?

Ali Awat – Le Kurdistan irakien est riche en pétrole, mais ce dernier est accaparé par les responsables politiques qui l'exploitent en leur faveur, tandis qu'une majorité de la population vit dans la misère: 40% de la population est au chômage; chaque année, des milliers de jeunes diplômé-e-s ne trouvent pas de travail. Les salaires sont très bas (entre 200 et 400 dollars mensuels) et ne permettent pas à une famille de survivre. Il n'existe aucune protection contre les licenciements et les assurances sociales sont quasi inexistantes. Les ouvriers étrangers venus d'Afghanistan, du Pakistan, d'Iran ou de Turquie sont les plus discriminés. Les employeurs mettent en concurrence ouvriers locaux et étrangers pour baisser les salaires.

Qu'en est-il des femmes?

La combinaison entre une tradition machiste et des courants islamistes actifs favorise les violences systématiques contre les femmes et les filles. Depuis 1991, entre 10 000 et 30 000 femmes ont été tuées dans la région ou poussées au suicide – souvent par leurs proches.

Au cours des dernières années, la région a connu de grandes mobilisations. Pourquoi?

Le Kurdistan irakien fait partie de l'Irak, mais jouit d'une autonomie régionale depuis 1991. Le gouvernement régional dirigé par les Barzanî, issus du parti démocratique du Kurdistan (PDK), est corrompu et n'a aucun respect pour les salarié-e-s, ce qui engendre régulièrement des révoltes. Leur régime néolibéral et répressif s'est encore durci depuis l'été 2020, lorsque d'importantes manifestations ont dénoncé la corruption, réclamé le paiement des salaires des fonctionnaires de l'Etat et le renforcement des services publics. Depuis, les autorités ont arrêté des militant-e-s et des journalistes sur la base de fausses accusations, tout en harcelant leurs proches.

Les syndicats arrivent-ils à agir dans un tel cadre?

Le mouvement ouvrier irakien a une riche histoire, marquée notamment par la grande grève des ouvriers du pétrole en 1946, sauvagement réprimée. Mais la situation est difficile, car l'Irak a aussi une longue tradition de répression antisynicale. En 1987, le régime de Saddam Hussein a fait voter une loi qui interdisait aux ouvriers (les principaux secteurs économiques du pays sont le pétrole, le gaz naturel, l'alimentation, les fonderies et cimenteries) de se syndiquer, de manifester et de faire grève. À cette époque, les militants et militants syndicaux étaient forcés à la clandestinité. En 2011, grâce

à une campagne de solidarité internationale, cette loi a été annulée. Le gouvernement régional du Kurdistan est cependant lui aussi très hostile aux syndicats.

La région a connu récemment plusieurs luttes...

Le syndicat le plus actif est celui des ouvriers du bâtiment, fondé en 2011 par des militants socialistes. Il organise les travailleurs du bâtiment et soutient toutes les mobilisations de salarié-e-s – dans l'alimentation, les hôpitaux ou les services publics. Il publie aussi un journal, *La Voix ouvrière*. Ce syndicat a notamment soutenu l'importante grève menée par les éboueurs de la seconde ville de la région, Souleimaniye (un million d'habitant-e-s), où le ramassage des ordures est sous-traité à des compagnies privées. Celles-ci versent des salaires très bas (200 dollars par mois) à leurs employé-e-s, et refusent de leur donner les protections adéquates. Certains patrons flouent leurs salarié-e-s en prélevant des cotisations d'assurance vieillesse, puis en les gardant pour eux. L'automne dernier, ces éboueurs ont mené une grève victorieuse, réussissant à améliorer leurs salaires et conditions de travail. Le syndicat des ouvriers du bâtiment a récolté des dizaines de milliers de signatures en solidarité avec leur lutte, et soutenu financièrement leurs familles. Il a aussi appuyé la grève des travailleuses et travailleurs de l'usine d'alimentation Green Irak, en décembre, qui demandaient du respect – notamment pour les femmes – et des hausses de salaires.

Le syndicat a aussi lancé des initiatives de solidarité durant la pandémie...

Il a créé deux réseaux de solidarité, avec un double objectif: renforcer le secteur de la santé publique, notamment en achetant des équipement médicaux. Et soutenir la population pauvre et les travailleurs-euses en lutte.

La révolte en cours en Iran voisin a-t-elle un impact dans le Kurdistan irakien?

Le soulèvement de la population iranienne suscite l'espoir des mouvements sociaux. À Erbil, capitale du Kurdistan irakien, et à Souleimaniye, il y a eu des manifestations de soutien pour les femmes et les ouvriers iraniens en lutte. Malheureusement, le gouvernement régional soutient l'Iran et continue à réprimer les syndicats. Plus que tout, nous comptons sur la solidarité internationale pour maintenir nos activités<sup>1</sup>. ■

<sup>1</sup> Un versement de solidarité avec les réseaux de solidarité du syndicat des ouvriers du bâtiment peut être fait sur le compte suivant: Abdulstar Kadi, Deutsche Skatbank, IBAN: DE 80 8306 9408 0005 2276 82, BIC: GENODEF1 SLR.





# « La solidarité a été immense »

Grâce à une longue grève menée en 2021, les salarié-e-s des hôpitaux berlinois ont arraché des accords de décharge pour le personnel travaillant en sous-effectif. Questions à Silvia Habekost, infirmière en anesthésie et membre du syndicat Verdi à Berlin.

CHRISTOPH SCHLATTER . VPOD MAGAZIN<sup>1</sup>  
SILVIA HABEKOST . PHOTO

Si tu devais choisir un métier aujourd'hui, opterais-tu encore pour le domaine des soins? Silvia Habekost – Humm... Oui, je le ferais encore. Bien que, au cours des trente années durant lesquelles j'ai exercé mon métier, j'aie surtout vécu des évolutions négatives: des mesures de démantèlement et une dégradation des conditions de travail.

L'hôpital de la Charité à Berlin est connu aussi en Suisse, en raison de la fameuse série télévisée du même nom. Peux-tu présenter Vivantes, l'autre grand groupe hospitalier berlinois?

Vivantes est le plus grand groupe d'hôpitaux publics autonomisés d'Allemagne. Il compte neuf hôpitaux à Berlin. Quant à l'hôpital de la Charité, il s'agit de la clinique universitaire qui a la tradition la plus riche. Elle est constituée de trois sites. Ces deux entreprises sont en mains publiques. Elles gèrent ensemble environ la moitié des lits d'hôpitaux à Berlin et emploient quelque 35 000 personnes.

Comment est né ce qui restera dans l'histoire comme le «mouvement des hôpitaux de Berlin»?

Comme ailleurs, le coronavirus a joué un rôle important. C'était peut-être la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Pendant la pandémie, une forme d'espoir est en effet apparue chez bon nombre de collègues: celui que nos conditions de travail intenable seraient enfin prises en compte, et qu'on pourrait enfin remédier à ces problèmes. Cet espoir a été suivi d'une amère déception.

Qu'avez-vous fait ensuite?

Nous avons entamé un dialogue avec d'innombrables collègues dans différents services et domaines, en leur posant la question suivante: «Que faut-il changer pour que vous puissiez effectuer votre travail dans de bonnes conditions?» Dans la majorité des cas, la réponse a été la suivante: il faut davantage de personnel. Notre première question était suivie d'une seconde:

«Qu'êtes-vous prêt-e-s à faire pour que les choses changent?» Grâce à l'effet boule de neige, un nombre croissant de collègues et de services ont rejoint notre syndicat. Parfois, des équipes complètes actives en salles d'accouchement ou dans les services de secours ont adhéré au syndicat Verdi, alors que ces unités étaient par le passé pratiquement inatteignables pour les syndicats. Une nouvelle dynamique s'est ainsi enclenchée.

Comment êtes-vous passé-e-s de la phase de mobilisation à celle de la grève?

Dans un premier temps, nous avons lancé un ultimatum aux employeurs: nous leur avons accordé un délai de cent jours pour entamer des négociations collectives visant à alléger la charge de travail. Lorsque ce délai a été écoulé, nous sommes passé-e-s à la grève. Celle-ci a duré 35 jours et s'est soldée par un succès. Nous avons lancé le mouvement lorsque nous avons su que la majorité des collègues concerné-e-s par la CCT nous soutenait. En faisant signer une pétition, nous avons donné à notre démarche le caractère officiel nécessaire.

Votre démarche se différencie-t-elle du travail syndical traditionnel?

Notre mouvement est véritablement parti de la base. Il n'était pas mené par des fonctionnaires parlant en notre faveur, à notre sujet ou à notre place. Au contraire! Nous avons pris les choses en main nous-mêmes, les soignant-e-s. Sans cette forte mobilisation, nous n'aurions rien pu faire bouger.

Quel a été le rôle du syndicat Verdi?

Nous avons construit un mouvement transparent et démocratique, qui a intégré et fait participer les différents services hospitaliers. Contrairement à notre pratique du passé, nous sommes arrivé-e-s aux négociations avec notre commission entière, soit vingt-cinq personnes, et pas seulement avec quelques délégué-e-s. Cette manière de faire était parfois désagréable pour l'employeur: il était confronté à plus de vingt

professionnel-le-s qui connaissaient bien mieux que lui toutes les problématiques en discussion.

Et les médias?

Nous avons effectué un bon travail de relations publiques, montrant de manière convaincante que ce n'est pas la grève qui met en danger les patient-e-s, mais plutôt la situation de surcharge des hôpitaux – pourtant considérée comme normale et tolérée depuis des années. Évidemment, nous n'avons pas stoppé complètement l'activité des cliniques. Pendant les trente jours de grève, les activités les plus essentielles – correspondant environ à deux tiers du travail usuel – ont été maintenues.

Les personnels du nettoyage et des services domestiques ont-ils aussi fait grève?

Ils ont aussi fait grève, et même pendant quarante-trois jours! Avec des revendications différentes des nôtres, car le nettoyage et les services d'intendance avaient été externalisés et transférés depuis longtemps à des filiales qui n'appliquaient pas les salaires fixés dans la CCT. La revendication de ces secteurs était donc d'être réintégrés dans la CCT! Nous avons lutté côte à côte, ce qui a aussi été un des facteurs de notre succès.

Il faut pouvoir maintenir une telle grève sur la durée. Pour les petits salaires, la situation financière peut rapidement devenir difficile...

La solidarité avec notre mouvement a été énorme. À la politique du «diviser pour mieux régner» appliquée par la partie adverse, nous avons opposé notre solidarité. Un comité de soutien a récolté une grande somme d'argent, au moyen de laquelle nous avons pu aider les personnes confrontées à des difficultés financières en raison de la grève, par exemple en les aidant à payer leur loyer. ■

<sup>1</sup> Interview parue dans la publication de février de VPOD Magazin, la publication du SSP en Suisse alémanique.

Repérages

## FAIRE PAYER LE SOUS-EFFECTIF À L'EMPLOYEUR

Quels résultats concrets avez-vous obtenus grâce à votre grève?

Nous avons signé deux accords prévoyant des décharges pour les salarié-e-s subissant le sous-effectif. Et il s'agit d'accords très efficaces. L'instrument d'une convention «de décharge» a été testé pour la première fois à l'hôpital de la Charité en 2015; malheureusement, elle n'avait pas vraiment eu d'effet à ce moment, étant donné que le non-respect de la CCT n'avait aucune conséquence pour l'employeur. La situation est toute autre pour l'accord signé à l'issue de notre grève. Ce dernier prévoit des sanctions en cas de non-respect de ses dispositions. Un-e membre du personnel qui doit travailler en sous-effectif dans son service est désormais crédité-e de points de compensation personnels, et l'accumulation des points donne droit à un jour de congé supplémentaire. Plus la durée du travail en sous-effectif s'allongera et plus la situation de sous-effectif s'aggravera, plus cela coûtera cher à l'employeur.

Les acteurs politiques devront clarifier la question de fond soulevée par votre lutte: quelle est l'importance pour une société riche que l'ensemble de sa population ait accès à un système de soins de santé de qualité? Et combien est-elle prête à dépenser pour cela?

C'est exact. Nous avons volontairement planifié notre grève durant une année d'élections, au niveau national et à Berlin. Beaucoup de choses doivent changer! Il faut abolir le fait que l'on puisse faire du profit avec la santé et la maladie. Car cette course aux profits se répercute aussi sur les employeurs du secteur public. Et il faut enfin se débarrasser des modèles inadéquats: les Etats-Unis n'ont pas seulement le système de santé le plus injuste du monde, mais aussi le plus coûteux! ■



## DIRECT DU DROIT par Christian Dandrès

AVOCAT

# NON AU «FRONTEX HELVÉTIQUE»!

Le Parlement fédéral débat de la révision totale de la loi sur les douanes. Ce projet est marqué par la vision néolibérale et sécuritaire des personnalités qui l'ont porté: l'ex-conseiller fédéral (UDC) Ueli Maurer et Christian Bock, directeur de l'Administration fédérale des douanes (AFD).

Cette révision est un projet de sécurité globale. Le Conseil fédéral veut créer une véritable police fédérale aux compétences larges, disposant d'un pouvoir de contrainte extraordinaire. L'administration des douanes se verrait ainsi attribuer des tâches de sécurité publique et de traque des sans-papiers sur tout le territoire, et plus uniquement aux frontières. Les agents des douanes seraient autorisés à utiliser des moyens de contrainte dont ne dispose aucune des polices cantonales, pas même lorsqu'elles interviennent sur mandat du Ministère public. Pour accomplir ces nouvelles tâches, Christian Bock compte sur l'engagement de 4000 nouveaux agents et rêve d'un Frontex *intra muros*.

Les actions menées par l'AFD durant le Covid illustrent la menace que ce projet représente pour la population. Les douanes avaient alors agi dans la plus totale illégalité en fermant les frontières, y compris à des Suisses voulant rentrer au pays – un droit pourtant garanti par la Constitution<sup>1</sup>. Dans la même veine, les douanes avaient mené à Genève des contrôles ciblés contre des sans-papiers, à proximité de points de distribution alimentaire ainsi qu'à la sortie de transports publics au centre-ville<sup>2</sup>. L'administration a indiqué avoir agi dans le cadre d'un accord de coopération avec le Conseil d'Etat.

Après l'opération Papyrus qui avait permis la régularisation de près de 3000 personnes, dont une majorité de familles avec enfants, le signal était clair. Ces actions de l'AFD remettaient aussi en cause les promesses du gouvernement cantonal aux habitants les plus précaires: l'exécutif leur avait certifié que le recours aux distributions alimentaires et à l'aide sociale durant cette période n'entraînerait ni expulsion, ni perte d'une chance d'obtenir un permis de séjour. Ce message n'a manifestement pas plu au conseiller fédéral UDC qui tenait alors le Département des finances.

Le projet de révision effraye par les pouvoirs étendus de contrainte dont disposerait l'administration des douanes: usage de l'arme de service dans des cas non prévus pour les polices cantonales; collecte et traitement de données sur l'origine ethnique, les convictions religieuses ou politiques; fouilles sans respect des règles minimales prévues dans le droit existant.

À l'opposé, le projet de révision ne remet pas en cause l'activité des ports-francs de Genève, devenus une place de négoce offshore mettant à disposition lieux d'entreposage, bureaux et salles d'exposition VIP pour œuvres d'art. La valeur des biens entreposés y atteindrait 100 milliards de francs.

La révision concoctée par l'AFD concrétise ainsi une forme de néolibéralisme autoritaire: liberté pour les plus riches de spéculer au détriment de la population; flicage et répression accrus pour les autres, en particulier pour les plus précaires.

Les cantons sont opposés à la révision de la loi, ce qui laisse une lueur d'espoir quant au sort de ce projet ultra-actionnaire. L'alliance du PLR et de l'UDC sur la plupart des thématiques politiques doit cependant nous appeler à la vigilance. Il faut se préparer à combattre cette loi, tout comme nous avons dû combattre la modification de la loi sur le renseignement et les mesures dites «de lutte contre le terrorisme».

La répression qui s'est abattue sur les militants du Mormont et ceux qui ont appelé à refuser l'obligation de servir montre que les droits démocratiques et les libertés fondamentales sont indispensables à tout projet d'émancipation. ■

<sup>1</sup> [www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefft?AffairId=20203884](http://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefft?AffairId=20203884)

<sup>2</sup> [www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefft?AffairId=20213121](http://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefft?AffairId=20213121)

Des dizaines d'études soulignent le rôle positif joué par les syndicats en matière de salaires et de conditions de travail — et bien au-delà.

# De l'utilité des syndicats

## SERVICES PUBLICS

Les syndicats sont nés en Europe, en pleine révolution industrielle. Lors de son premier Congrès, en 1866, l'Association internationale des travailleurs (AIT) résumait ainsi les raisons de cette émergence: «Le capital est une puissance sociale concentrée tandis que l'ouvrier ne dispose que de sa force de travail. Le contrat entre le capital et le travail ne peut donc jamais reposer sur des conditions équitables (...) L'unique puissance sociale du côté des ouvriers est leur masse. Cependant, la puissance de la masse est brisée par la désunion. La dispersion des ouvriers est engendrée et entretenue par leur concurrence inévitable. Les syndicats sont nés tout d'abord de tentatives spontanées de la part d'ouvriers pour supprimer ou, du moins, restreindre cette concurrence, pour arracher des conditions de travail les élevant au moins au-dessus de la condition de simples esclaves»<sup>1</sup>. Plus de 150 ans plus tard, à l'heure où la mondialisation a puissamment renforcé la concurrence entre salarié-e-s, les syndicats sont-ils toujours un outil efficace aux mains de la classe travailleuse? Pour répondre à cette question, l'Union syndicale suisse (USS) s'est penchée sur une centaine d'études analysant les liens entre conditions de travail, salaires et syndicats<sup>2</sup>. Elle en retire quelques constata-tions intéressantes.

**BON POUR LES SALAIRES...** Tout d'abord, l'augmentation du degré d'organisation syndicale s'accompagne en général de salaires plus élevés – notamment pour les bas et moyens revenus. Aux Etats-Unis par exemple, une étude a montré qu'une personne travaillant dans une entreprise ayant une présence syndicale gagne en moyenne 15% de plus que lorsqu'elle œuvre dans un désert syndical. L'activité syndicale permet aussi de réduire les inégalités, de 25% en moyenne, entre les hauts et les bas revenus. En Allemagne, au cours des dernières années, certains employeurs ont ainsi évité de signer des CCT de branche avec les syndicats, ce qui leur a permis de verser des salaires plus bas que les minimaux conventionnels – avec, à la clé, une augmentation des inégalités. Autre illustration du lien entre degré d'organisation et écarts sociaux: aux Etats-Unis, la baisse des effectifs syndicaux entamée dans les années 1970 est allée de pair avec une augmentation massive des inégalités de revenus.

De nombreuses études soulignent aussi l'impact des syndicats sur les inégalités entre les genres. Un exemple parlant en la matière est celui des enseignant-e-s de l'Etat du Wisconsin, dont les droits de négociation collective ont été passés à la moulinette en 2011 par le gouvernement du conservateur Scott Walker, malgré une résistance très vive. Conséquence: les salaires des enseignant-e-s ont chuté, tandis qu'un écart, auparavant inexistant, s'est creusé entre la rémunération des hommes et des femmes.

**... ET POUR LA SOCIÉTÉ.** Les bénéfices de l'organisation collective ne se limitent pas aux salaires. Selon une étude de l'OCDE (2019), les conditions de travail sont en général meilleures dans les secteurs organisés syndicalement: les employé-e-s travaillant dans des secteurs couverts par des accords collectifs disposent d'une plus grande autonomie, de meilleures possibilités de formation continue et peuvent déterminer plus librement leurs horaires de travail. Ils et elles sont donc moins souvent épuisé-e-s. Autre avantage relevé par l'USS: lorsqu'ils sont négociés avec les syndicats, les horaires de travail sont souvent plus courts, et les vacances plus conséquentes – en 1949 déjà, les foyers états-uniens comptant au moins un membre d'un syndicat avaient 40% plus de chances d'avoir des congés payés que les autres!

**UN PEU DE RECONNAISSANCE!** Au-delà des conditions de travail et de salaire, les enquêtes parcourues par l'USS concluent aussi à un impact positif de l'organisation syndicale sur la productivité du travail et sur l'emploi – notamment via une meilleure protection contre les licenciements. Elles soulignent aussi le rôle progressiste joué par les syndicats, qui ont permis d'arracher les droits sociaux fondamentaux et la mise sur pied d'impôts progressifs – et restent aujourd'hui aux avant-postes de la défense des droits démocratiques. En conclusion, l'USS exprime le vœu que cet apport décisif soit reconnu dans la politique helvétique. Dans cet objectif, la faïtière propose notamment d'améliorer la protection des militantes et militants syndicaux contre le licenciement. ■

<sup>1</sup> Citée dans René Mouriaux: *Syndicalisme et politique*. Éditions ouvrières, 1985.

<sup>2</sup> USS: *De l'importance des syndicats*. Dossier numéro 153, janvier 2023.

## CAPITAL VS TRAVAIL . 11

### ESCLAVAGE FÉDÉRAL

En 2021, la police fédérale a identifié quarante cas de «traite d'êtres humains à des fins d'exploitation de la force de travail» – contre quinze l'année précédente. Ces chiffres ne sont que la pointe de l'iceberg. Selon la sociologue Sarah Schilliger, des centaines d'employé-e-s s'occupant de personnes âgées ou d'enfants travaillent quasiment 24 heures sur 24 h dans des foyers privés (*NZZ am Sonntag*, 29 janvier). Le Conseil fédéral leur refuse pourtant la protection de la loi sur le travail. ■

### PAS DE RÉPIT POUR L'AVS

La votation sur AVS 21 à peine digérée, Véronique Weisser, «experte retraites» pour la banque UBS, repart à l'assaut. Dans une étude (publiée le 24 janvier) bénéficiant de l'onction de l'Université de Fribourg-en-Brisgau, en Allemagne, M<sup>me</sup> Weisser propose divers scénarios pour l'AVS, dans l'objectif de «garantir le niveau de vie des générations futures». Ses propositions? Travailler jusqu'à 66, 67 ans, 67,8 voire 68,2 ans. Qui dit mieux? ■

### CHÈRE LPP

6,8 milliards de francs par an, soit 1500 francs par assuré-e. C'est, selon le Contrôle fédéral des finances, le montant des frais de gestion engendrés par les 1200 caisses de pension actives en Suisse. Les trois quarts de ces frais sont empochés par des gestionnaires de fortune. En comparaison, l'AVS occasionne 220 millions de frais par an. Une preuve de plus de la supériorité du 1<sup>er</sup> pilier de notre système de retraite sur le second. ■

### RÉFUGIÉS DU FISC

Tord Ueland Kolstad, un millionnaire norvégien de 51 ans, vient de déménager en Suisse. Comme des dizaines de riches compatriotes, M. Kolstad fuit une augmentation de l'impôt sur la fortune, porté à 1,1% (on frôle l'expropriation!) dans son pays (*NZZ*, 27 janvier). Plus casanier, l'ex-CEO de Novartis, Daniel Vasella, a tenté de simuler un déménagement à Monaco pour éviter de payer les maigres impôts prélevés par le paradis fiscal zougais. Il n'y a pas de petit profit, dit-on. ■

## Carton Rouge

À Gary Nagle, CEO de la multinationale Glencore. Au 1<sup>er</sup> semestre 2022, Glencore, le géant du négoce des matières premières, basé à Zoug, a encaissé 12 milliards de profits (*Public eye*, janvier 2023). Le semestre suivant aurait été tout aussi lucratif. Tout cela grâce au commerce du charbon: le combustible le plus polluant au monde, sur lequel le nouveau dirigeant de Glencore a bâti toutes sa carrière, représente désormais 50% du chiffre d'affaires de l'entreprise – qui contribue ainsi à massacrer toute possibilité d'enrayer le réchauffement climatique. ■



**PÉROU** . Depuis l'arrestation du président Pedro Castillo, le 7 décembre dernier, une forte mobilisation populaire secoue le pays. Malgré une répression brutale, l'indignation ne faiblit pas. Entretien avec Lourdes Huanca, leader paysanne et féministe.

# « Nous résisterons jusqu'au bout »

**SERGIO FERRARI** . JOURNALISTE RP  
**KEYSTONE** . PHOTO

« Nous exigeons la destitution de Dina Boluarte, la libération du président Castillo, la fermeture du Congrès, l'installation d'une Assemblée constituante, la levée de l'état d'urgence et la justice pour les 62 héros de notre peuple qui ont été assassinés au cours des dernières semaines ». D'une voix énergique, Lourdes Huanca, leader paysanne et féministe péruvienne, résume les revendications portées par d'importants secteurs sociaux de son pays. Lourdes Huanca est la présidente de la Fédération nationale des femmes paysannes, artisanes, indigènes, autochtones et salariées du Pérou (FEMUCARINAP), qui compte 160 000 membres. À la mi-janvier, elle est arrivée en Europe pour rendre compte de la situation dans son pays et renforcer la solidarité internationale avec la lutte de son peuple.

**PAYSANNES ET FÉMINISTES.** Fondée en 2006, la FEMUCARINAP est aujourd'hui une « organisation en plein essor », explique sa présidente. Elle promeut deux tâches principales : l'autonomisation des femmes, par la défense et le respect de leur corps en tant que territoire propre ; et leur autonomisation sociopolitique et culturelle, en tant que paysannes et féministes. Sans oublier la lutte pour la souveraineté alimentaire – c'est-à-dire pour protéger la terre, l'eau et les semences. Lourdes Huanca poursuit sa réflexion : « Nos mères, nos grands-mères, nous ont tout appris sur la terre : comment semer, comment survivre à la campagne. Mais elles n'ont pas pu nous apprendre comment être heureuses, comment décider si nous voulons avoir un ou deux enfants, ni nous enseigner que nous avons le droit de tomber amoureuses. Nous avons appris ces choses essentielles avec les féministes. C'est pourquoi notre essence paysanne et féministe est inséparable ». Cette double identité pousse la FEMUCARINAP à participer activement à la vie politique et sociale. Au premier tour des élections présidentielles, en avril 2021, ses membres ont voté pour Verónica Mendoza ; au second tour, en juin de la même année, elles ont élu Pedro Castillo, un enseignant rural et paysan, comme eux, qui se présentait contre la droitière Keiko Fujimori, fille de l'ancien dictateur.

**« IL NOUS A OUVERT SA PORTE ».** Dès que Pedro Castillo a pris ses fonctions de président, « il nous a ouvert les portes de son bureau pour écouter nos demandes », affirme la leader paysanne péruvienne. Le passage de M. Castillo au gouverne-



ment a ainsi amorcé un processus riche qui « nous a permis d'avancer avec de nombreuses propositions et réalisations concrètes », notamment le soutien aux femmes paysannes dans le cadre de la deuxième réforme agraire et l'admission gratuite à l'université pour les filles et fils de la paysannerie pauvre. Cependant, poursuit Huanca, la droite et les grandes transnationales ont été furieuses lorsque le président Castillo a annoncé son intention de revoir les concessions pétrolières et minières – dont certaines arrivent à échéance en 2023 – en tenant compte du respect ou non des droits humains et environnementaux des populations locales. « Cela les a mis en colère. Car nous, les peuples originels, pouvons prouver que, dans de nombreux endroits du Pérou, la Terre Mère est très malade. Nos communautés souffrent de cette exploitation et nos enfants sont malades. Beaucoup ont du plomb dans le sang », explique Huanca. Et de souligner les nombreux obstacles auxquels l'administration du président Castillo a dû faire face : « Tout au long de cette année et demie, la droite et le pouvoir oligarchique traditionnel ne l'ont pas laissé gouverner ; il y a eu plusieurs tentatives de le destituer pour incapacité supposée ; ils l'ont sous-estimé et constamment rabaissé. »

**LA RÉSISTANCE FACE AUX MASSACRES.** À la lumière de la longue histoire de lutte des mouvements sociaux péruviens, « il était impossible pour nous de ne pas descendre dans la rue lorsque le président a été enlevé et arrêté le 7 décembre », explique Lourdes Huanca. L'attaque et l'arrestation du président ont été suivies de la trahison de sa vice-présidente, Dina Boluarte : « Aujourd'hui, elle parle de dialogue et de pacification. Mais en même temps, elle ordonne l'assassinat de nos enfants. » « Il est impossible de dialoguer avec quelqu'un qui massacre son peuple, continue la leader paysanne. Soixante-deux femmes et hommes, jeunes pour la plupart, ont été assassinés dans différentes régions du pays. La répression est brutale et augmente chaque jour. S'ils veulent nous massacrer, qu'ils essaient... Ils trouveront en face d'eux un peuple qui ne cessera de se mobiliser jusqu'à ce qu'il obtienne justice et que ses revendications soient entendues. » « Arrêter notre résistance maintenant ? C'est inimaginable », conclut Huanca. « Nous transmettrions cette douleur à nos enfants et petits-enfants, qui continueraient à souffrir parce que nous aurions abandonné notre combat. » ■

## LA SUISSE EXISTE par Jean Ziegler

SOCIOLOGUE . ANCIEN RAPPORTEUR SPÉCIAL DE L'ONU POUR LE DROIT À L'ALIMENTATION ET AUTEUR<sup>1</sup>

## LES BOURREAUX DE TÉHÉRAN

La scène se passe à Evin, la plus grande prison d'Iran, située dans la périphérie nord de Téhéran. Le jeudi 8 décembre, à cinq heures du matin. À l'aube, le ciel est blafard.

Le gibet est dressé dans la cour intérieure de la prison. Les gardes poussent l'étudiant Mohsen Shekari hors de sa cellule. Ce jeune homme de 23 ans est menotté. La semaine précédente, il a été condamné à mort par un « tribunal spécial » pour « corruption, crime contre la sécurité de l'Etat, propagande antigouvernementale et insulte au Prophète ». Mais son véritable délit est tout autre : avec quelques dizaines de camarades d'études, il a bloqué une des rues principales du centre de Téhéran.

Mohsen Shekari a été un des premiers révolutionnaires exécutés depuis le début du soulèvement pacifique et démocratique en Iran, il y a quatre mois. Des centaines de manifestant-e-s arrêté-e-s, dont beaucoup de mineur-e-s, risquent la mort par pendaison.

Tous les groupes ethniques du pays participent à la protestation contre le régime meurtrier des mollahs. Les manifestations ont été initiées et sont menées principalement par des femmes. Celles-ci demandent le respect de la liberté d'opinion, la séparation de l'Etat et de la religion, le respect des droits humains, l'abolition de la peine de mort et de la torture.

La répression est horrible. Selon Amnesty International, les assassins complices des mollahs ont déjà abattu plus de 700 personnes dans la rue, dont 87 enfants<sup>2</sup>. Jusqu'à présent, plus de 30 000 manifestant-e-s auraient été arrêté-e-s ; un grand nombre d'entre elles et eux auraient été cruellement torturés. Le régime organise même le vol des corps dans les hôpitaux, afin d'empêcher que les rites funéraires, qui sont des actes très importants dans l'Iran chiite, donnent lieu à des marches de protestation.

Ces révolutionnaires qui bravent la mort méritent notre admiration et notre solidarité active. Ces personnes luttent, souffrent et meurent pour la liberté et les droits démocratiques, en faveur de tous les peuples. Le fait qu'elles soient prêtes à se sacrifier est la preuve de l'invincibilité de l'esprit humain.

Amnesty International qualifie la répression des mollahs de « crime permanent contre l'humanité » et exige que l'on extrade les responsables et les livre à la Cour pénale internationale.

Le 24 novembre dernier, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU s'est réuni en session spéciale à Genève. Alors que six pays ont voté contre – dont la Chine et la Russie – et seize autres se sont abstenus, une majorité des quarante-sept Etats membres ont condamné les meurtres des mollahs et mis sur pied une commission internationale chargée d'enquêter sur les crimes de l'Etat iranien.

Cette question a également fait l'objet de vifs débats au sein du Conseil fédéral. Par le biais de sa politique de bons offices, la Suisse représente en effet les intérêts des Etats-Unis en Iran, et ceux de l'Iran aux Etats-Unis. Pour cette raison, certains diplomates helvétiques ont conseillé à l'exécutif d'adopter une attitude de silence absolu dans cette affaire. Finalement, c'est la raison qui l'a emporté : la Suisse a signé, elle aussi, la résolution de l'ONU et voté en faveur de la mise sur pied de la commission d'enquête. C'est une bonne chose. ■

<sup>1</sup> Jean Ziegler a notamment publié : *Lesbos, la honte de l'Europe*. Seuil, 2020.

<sup>2</sup> Amnesty a lancé une pétition demandant de mettre fin aux exécutions et aux procès arbitraires de manifestants en Iran. À signer ici : [www.action.amnesty.ch](http://www.action.amnesty.ch)